

posit it in their Post Office Savings Banks. This being the case, he could not see the justice of giving away to a wealthy railway corporation of the large amount proposed. There might be strong reasons for the proposed reduction, and he would not, therefore, oppose the reception of the report at that stage; but unless stronger reasons were given, he thought he would move against this measure at a future stage. They all knew the feeling which was created when the Grand Trunk took its large sum from the pockets of the people of the country. The principle was the very same in the present instance, although the amount was only a little over one million instead of being fifteen millions.

Mr. Rose said he would not, on that reason, speak of the financial policy of the Government. He merely desired to correct the hon. member in his statement that the amount remitted to the Great Western was over one million dollars. That was an error. Taking into account the extreme amount which the Government could demand from the Great Western Railway and computing the interest at 6 per cent it would only amount to \$775,000.

Mr. Mackenzie differed from the hon. member for North Oxford in this matter. That hon. gentleman had spoken of the Great Western as a wealthy corporation. In one sense it might be so, but it had always to be borne in mind in dealing with such bodies that the shareholders were, to a great extent, widows and orphans and others having money in trust, who had invested in these railroads in the hope that some small amount of income would be thereby derived by those who were expecting to live by it. He had always felt it to be a matter of extreme regret that so many English people, some of them of the class he had referred to, had invested money in railroads in this country which were yielding no return, a large proportion of these shareholders had been absolutely ruined by these investments, and this he acknowledged was one of the considerations which always pressed hardest on him in dealing with these questions. He had thought that the most the Government ought to have exacted in addition to the capital lent to the Company originally, would be a sum equal to the amount of interest which the Company would be able to divide between its shareholders

pour le moment de rassembler des fonds en empruntant auprès de tous les particuliers du pays qui pourraient déposer de l'argent à un compte d'épargne postal. Dans ces conditions, il ne voit aucun bien fondé à abandonner une telle somme à une société de chemin de fer dont les finances sont saines. Il se pourrait que la réduction de la dette ainsi proposée réponde à des raisons impérieuses et il ne s'opposera donc pas pour le moment à la réception du rapport. Mais si aucune raison plus impérieuse n'est avancée, il s'opposera ultérieurement, dit-il, à cette mesure. Chacun connaît les sentiments qui se sont manifestés lorsque la compagnie du Grand Tronc avait également prélevé une somme importante dans les poches des habitants du pays. Le principe était alors le même qu'aujourd'hui, mais il s'agissait d'une somme à peine supérieure à 1 million de dollars et non de 15 millions de dollars comme c'est le cas ici.

M. Rose dit que pour cette raison il ne parlera pas de la politique financière du Gouvernement. Il veut simplement corriger l'honorable député qui a déclaré que le montant remis à la société *Great Western* était supérieur à un million de dollars. C'est inexact, car, tenant compte du montant maximum que le Gouvernement pourrait réclamer à la société des chemins de fer *Great Western* et en calculant l'intérêt au taux de 6 p. cent, cette somme ne s'éleverait qu'à \$775,000.

M. Mackenzie a, à cet égard, une opinion différente de celle de l'honorable député d'Oxford-Nord. Ce dernier a dit que la société *Great Western* était riche. C'est peut-être le cas d'une certaine manière, mais il ne faut pas oublier, lorsque nous parlons d'organismes de ce genre, que leurs actionnaires sont en grande partie des veuves, des orphelins et d'autres personnes dont les biens sont en fidéicommiss et qui ont investi dans les chemins de fer en espérant pouvoir vivre de quelques faibles revenus qu'ils pourraient en retirer. Il a toujours jugé extrêmement regrettable que tant d'Anglais, dont certains font justement partie de ces mêmes catégories, aient investi de l'argent dans les chemins de fer de notre pays sans rien en retirer, et qu'une grande partie de ces actionnaires aient été totalement ruinés par ces investissements. Il reconnaît que c'est là l'un des facteurs auxquels il accorde une importance primordiale lorsqu'on aborde ces questions. Il pense que le Gouvernement devrait, au plus, exiger, outre le capital prêté à l'origine à la société, une somme égale au montant des intérêts que cette société pouvait répartir entre ses action-